

## ADMINISTRATION

### ADMINISTRATION GÉNÉRALE

MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,  
DE LA JEUNESSE  
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS  
ET DE LA COHÉSION SOCIALE

MINISTÈRE DE LA VILLE

MINISTÈRE DES SPORTS

*Direction des ressources humaines*

Sous-direction de la gestion du personnel

Bureau des rémunérations  
et des systèmes d'information

#### **Note de service DRH/DRH1E n° 2011-307 du 29 juillet 2011 relative aux modalités de répartition et d'attribution des éléments accessoires de rémunération pour l'année 2011**

NOR : ETSR1121368N

Validée par le CNP le 29 juillet 2011 – Visa CNP 2011-208.

Accord de la secrétaire générale le 29 juillet 2011.

*Date d'application* : 1<sup>er</sup> janvier 2011.

*Catégorie* : mesures d'organisation des services retenues par les ministres pour la mise en œuvre des dispositions dont il s'agit.

*Résumé* : modalités de répartition et d'attribution des éléments accessoires de rémunération des personnels d'inspection et des personnels administratifs, techniques et pédagogiques.

*Mots clés* : éléments accessoires de rémunération.

*Textes abrogés* :

Note de service DRH/DRH1D/DGPJS n° 2010-273 du 27 juillet 2010 ;

Note de service DRH/DRH1D n° 2010-316 du 23 août 2010.

*Annexes* :

Annexe I. – Textes de référence des indemnités allouées aux personnels d'administration centrale et des services territoriaux des secteurs santé-solidarité, jeunesse et sports et éducation nationale.

Annexe II. – Barèmes indemnitaires 2011 des secteurs santé, solidarité, jeunesse et sports et éducation nationale.

Annexe III. – Plafonds réglementaires des secteurs santé, solidarité, jeunesse et sports et éducation nationale.

Annexe IV. – Règles d'abattement.

*Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé ; le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative ; la ministre des solidarités et de la cohésion sociale ; le ministre de la ville ; la ministre des sports à Madame la secrétaire générale des ministères chargés des affaires sociales ; Monsieur le chef de l'inspection générale des affaires sociales ; Monsieur le chef de l'inspection générale de la jeunesse et des sports ; Mesdames et Messieurs les directeurs généraux, directeurs et chefs de service de l'administration centrale ; Madame et Messieurs les délégués ; Mesdames les chefs de bureau*

*des cabinets ; Madame la chef de bureau de la communication ; Mesdames et Messieurs les préfets de région (directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ; directions de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ; direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France) ; Mesdames et Messieurs les préfets de département (directions départementales de la cohésion sociale ; directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations) ; Mesdames et Messieurs les directeurs des agences régionales de santé ; Mesdames et Messieurs les directeurs d'établissement publics.*

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de gestion, de répartition et d'attribution des éléments accessoires de rémunération des personnels d'inspection et des personnels administratifs, techniques et pédagogiques de l'administration centrale et des services territoriaux des secteurs santé, solidarité, jeunesse et sports. Elle a été soumise à l'examen du comité technique paritaire ministériel conjoint du 19 juillet 2011.

Elle s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

### **1. Principes de gestion du système indemnitaire**

Le dispositif indemnitaire 2011 repose sur les principes suivants :

- la publication d'un barème comportant des montants annuels de référence par grade, dans l'attente du passage à la prime de fonctions et de résultats (PFR) des différents corps ;
- la recommandation d'une attribution annuelle déterminée dans une amplitude de variabilité, comprise entre 80 % et 120 % des montants moyens annuels de référence par grade. Les attributions individuelles peuvent donc être modulées pour tenir compte de la manière de servir de l'agent et de l'importance des sujétions auxquelles l'agent est appelé à faire face dans l'exercice de ses fonctions. Le montant indemnitaire fera obligatoirement l'objet d'une notification individuelle du chef de service qui devra intervenir avant le versement de la rémunération de décembre 2011 ;
- la mensualisation du versement des primes. Les ajustements nécessaires pour assurer le versement du montant fixé pour l'attribution annuelle interviendront au mois de décembre de l'année 2011. En conséquence, pour les onze premiers mois de l'année 2011, il est procédé à la reconduction, chaque mois, du 1/12 de l'attribution de l'année 2010 (hors versements exceptionnels) en l'absence de toute modification de la situation administrative de l'agent par rapport à l'année antérieure.

### **2. Champ d'application et barème**

Le dispositif présenté dans cette circulaire s'applique à tous les corps à l'exclusion des agents occupant des emplois fonctionnels en administration centrale et dans les services territoriaux (emplois relevant du décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatifs aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État), ainsi que des agents appartenant au corps des administrateurs civils, qui relèvent depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 de la PFR.

#### *2.1. Pour le secteur santé-solidarité, le barème 2011 (annexes II-A, B et C) distingue trois niveaux d'indemnité correspondant*

Aux agents affectés à l'administration centrale.

Aux agents affectés dans les services territoriaux des régions Alsace, Champagne-Ardenne, Île-de-France, Picardie, Nord - Pas-de-Calais, Haute-Normandie et Lorraine (zones prioritaires).

Aux agents affectés dans les services territoriaux des autres régions.

#### *2.2. Pour le secteur jeunesse et sports, le barème 2011 (annexes II-D et E) distingue deux niveaux d'indemnité correspondant à l'administration centrale et aux services territoriaux*

Il convient de souligner qu'en administration centrale, à grade équivalent, les barèmes du secteur jeunesse et sports sont identiques aux barèmes du secteur santé, solidarité (attachés, secrétaires administratifs, adjoints administratifs).

En services déconcentrés et établissements, les barèmes 2011 s'appliquent aux agents appartenant aux corps propres de la jeunesse et des sports (inspecteurs de la jeunesse et des sports, conseillers techniques et pédagogiques supérieurs, professeurs de sport, conseillers d'éducation populaire et de jeunesse et chargés d'éducation populaire et de jeunesse) ainsi qu'aux personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé (IATOSS).

Vous trouverez, en annexes II, les montants moyens annuels susceptibles d'être versés à ces agents. Une dotation complémentaire de crédits destinée à l'application de ces taux vous sera déléguée dans le cadre des opérations de fin de gestion.

S'agissant des personnels techniques et pédagogiques du secteur sport exerçant des missions de cadre technique sportif au niveau national et figurant sur la liste annuelle établie par la direction des sports, il est rappelé qu'ils bénéficient d'une indemnité de sujétions correspondant à 120 % du taux de référence afférent à leur corps, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Vous avez été destinataires le 23 juin dernier de la liste des agents concernés pour chacune de vos régions.

Enfin, les agents occupant des emplois fonctionnels de directeurs ou directeurs adjoints de CREPS feront l'objet d'une notification indemnitaire individuelle de la part du directeur des sports, qui assure la tutelle administrative et financière de ces établissements.

### **3. Modalités de répartition et de gestion des dotations des services d'administration centrale**

Chaque service d'administration centrale dispose :

- de l'enveloppe initiale qui est définie par l'attribution d'une dotation de base et de majorations correspondant à des dispositifs particuliers ;
- de l'enveloppe complémentaire déléguée en 2010 et qui est intégrée dans la dotation en 2011.

Le montant de la dotation est communiqué chaque année au CTP de même qu'un bilan de son utilisation.

#### *3.1. Enveloppes initiale et complémentaire*

Les enveloppes des directions d'administration centrale sont calculées selon les principes suivants.

##### **3.1.1. L'enveloppe initiale**

Couvre l'ensemble des corps et des primes figurant en annexes I.

Est calculée à partir des montants moyens annuels de référence par grade et des effectifs réels (équivalents temps plein rémunérés) présents au premier jour du semestre.

Au-delà des enveloppes notifiées selon ces modalités, des ajustements peuvent être effectués pour prendre en compte, en cours de gestion, les événements suivants :

- arrivées par concours externe ou interne ou en provenance d'autres administrations, ainsi que toute autre forme de réintégration (fin de CLM et CLD, de détachement, de congé de formation professionnelle...) : abondement à hauteur de 100 % du montant moyen de référence *pro rata temporis* ;
- promotions entraînant un changement de corps ou de grade : ajustement en fonction de la différence des montants moyens à compter de la date d'effet ;
- modification de la quotité de temps de travail : prise en compte à la date d'effet. Il est demandé aux services d'être particulièrement rigoureux en ce qui concerne le suivi des augmentations et diminutions de quotité de travail.

##### **3.1.2. L'enveloppe complémentaire**

L'enveloppe complémentaire déléguée en 2010, et prioritairement ciblée sur l'encadrement intermédiaire et les administrateurs civils, est reconduite en 2011. Elle sera augmentée pour permettre notamment la mise en œuvre de l'objectif cible 2011 pour les corps relevant de la PFR.

#### *3.2. Majoration de la dotation pour les services à effectifs limités « petits services »*

Les enveloppes des directions et services d'administration centrale à faible effectif sont notifiées avec un abondement forfaitaire annuel de 4 % (DAEI, DICOM, IGAS, SCBCM, SG-CIV, SGMCAS, DREES, DAJ, DSSIS, HFDS, MNC, CNS).

#### *3.3. Majoration de la dotation pour mise en œuvre de l'attribution « postes d'encadrement » en administration centrale (pour les corps ne relevant pas de la PFR)*

La répartition des crédits indemnitaires prévoit l'affectation d'une partie de ces crédits à l'attribution d'une indemnité pour postes d'encadrement.

Les enveloppes des directions sont majorées, à ce titre, d'un montant égal au produit des postes éligibles et des montants moyens.

#### *3.4. Majoration de la dotation pour mise en œuvre de la « prime de responsabilité et d'activité exceptionnelle » (pour les corps ne relevant pas de la PFR)*

Les directions bénéficient d'une dotation spécifique réservée à l'attribution d'une majoration d'indemnité pour postes à responsabilité et activité exceptionnelle.

### **4. Modalités de répartition des crédits de personnel des services territoriaux**

Les BOP régionaux se voient notifier en début d'exercice un plafond de crédits de titre 2 ainsi qu'un plafond d'emplois (incluant les CREPS). Les budgets des ARS sont notifiés en début d'exercice.

Le plafond de masse salariale inclut les crédits correspondant aux indemnités statutaires, calculés sur la base des effectifs réels et des montants moyens de référence par grade.

Les enveloppes régionales des BOP et les budgets des ARS seront réajustés dans le cadre des opérations de fin de gestion pour permettre la mise en œuvre du dispositif indemnitaire 2011.

## 5. Règles d'attributions individuelles

Les montants de référence font l'objet chaque année d'une évolution qui peut être différenciée selon les catégories et les corps, en fonction de différents paramètres telle l'application de protocoles ou de mesures particulières de rattrapage ou d'alignement dans un souci de mise en cohérence de la politique indemnitaire.

J'appelle votre attention sur la nécessité de flécher ces évolutions différenciées sur les catégories et corps concernés dans le respect des règles d'attribution individuelles rappelées ci-après. Ainsi, il n'est en aucun cas garanti que l'augmentation du montant moyen d'un grade soit systématiquement appliquée à l'agent appartenant à ce grade.

### 5.1. Détermination des attributions individuelles

Les attributions individuelles sont déterminées par l'autorité compétente, centrale ou territoriale, et s'effectuent dans la limite des plafonds réglementaires conformément aux textes en vigueur.

Il est recommandé :

- d'attribuer un montant d'indemnités compris dans l'intervalle de 80 à 120 % du montant moyen annuel de référence, propre à chaque grade ;
- de placer tout nouvel agent arrivant par concours à 80 % minimum du montant moyen de référence de son grade ;
- de permettre cependant qu'un agent promu, soit par liste d'aptitude, soit par concours, puisse bénéficier d'une progression du montant qui lui est versé, par rapport au grade précédemment occupé ;
- de lier la modulation du régime indemnitaire à l'évaluation professionnelle de l'agent. Il n'est en effet pas admissible de constater des situations de modulation à la baisse alors que les évaluations sont satisfaisantes.

Les attributions individuelles :

- sont fonction de la quotité de temps de travail (cf. annexes II), à savoir 6/7 du montant moyen de référence (MMR) pour une quotité de travail à 80 % ; 32/35 du MMR pour une quotité de travail à 90 % et proratisées en fonction du pourcentage quand la quotité est de 50, 60 ou 70 % ;
- peuvent comporter une partie exceptionnelle non reconductible ;
- se font, en administration centrale, dans la limite de l'enveloppe des crédits notifiée à chaque direction ;
- se font, dans le cadre du plafond de masse salariale notifié à chaque BOP régional et du budget de l'ARS en respectant le principe d'une enveloppe indemnitaire égale au produit des effectifs réels et des montants moyens de référence par grade.

Les changements de corps ou de quotité de temps de travail sont pris en compte à leur date d'effet.

### 5.2. Situation des agents des corps des médecins et pharmaciens inspecteurs de santé publique (MISP-PHISP)

Les directeurs d'administration centrale et des services territoriaux gérant des agents appartenant aux corps des MISP et des PHISP veilleront, conformément aux protocoles respectifs des 12 février et 24 avril 2007, qui prennent fin en 2011, à ce que les crédits correspondant à la revalorisation des barèmes soient attribués exclusivement aux membres de ces corps.

### 5.3. Situation des agents non titulaires intégrant le cadre de gestion ministériel

Les agents non titulaires qui intègrent le cadre de gestion ministériel relèvent du régime indemnitaire y afférant. Ils conservent néanmoins le bénéfice, à titre individuel, de leur montant indemnitaire antérieur lorsque celui-ci est plus favorable.

### 5.4. Variation à la baisse d'un agent

Le principe est qu'un agent est assuré de percevoir le même montant de prime d'une année sur l'autre.

Cependant, une baisse du montant des éléments accessoires de la rémunération par rapport au montant perçu l'année précédente, hors versements exceptionnels non reconductibles (c'est-à-dire hors reliquats et autres attributions exceptionnelles), peut intervenir lorsque la contribution individuelle apportée par un agent à la réalisation de ses tâches n'est pas suffisante au regard de ses fonctions et de son grade. Cette baisse s'apprécie en montant et non en pourcentage du barème.

Un tel abattement est limité à une baisse de 5 % maximum du montant indemnitaire de l'année précédente (hors reliquat et attributions exceptionnelles).

Les motifs justifiant cette baisse devront impérativement avoir été indiqués dans le compte-rendu de l'entretien professionnel.

### 5.5. Gestion des affectations ou des changements de service

Les agents qui changent de service sont pris en charge :

- en administration centrale, par leur nouvelle direction à compter du premier jour du semestre suivant ce changement ;
- en service territorial, à la date du changement de direction conformément aux termes de l'acte juridique correspondant (arrêté de mutation...).

Durant les six mois qui suivent le changement de service, les agents ont la garantie du maintien de leur attribution indemnitaire. Le montant de celle-ci ne pourra être revu, par leur nouveau chef de service, qu'à l'issue de ces six mois.

Cette règle ne s'applique pas en cas de mutation :

- d'une direction classée « zone prioritaire » vers une direction classée hors zones prioritaires. Dans ce cas, l'agent sera soumis au barème en vigueur dans sa nouvelle direction. Cependant, pendant les six premiers mois, l'agent est garanti du maintien de ses rémunérations accessoires, hormis le différentiel entre le barème « services territoriaux » et le barème « services territoriaux – zones prioritaires » applicable à son grade ;
- de l'administration centrale vers une structure des services territoriaux : dans ce cas, l'agent est soumis au barème correspondant à sa direction d'affectation et applicable au grade dans lequel il est détaché.

L'ajustement annuel en fonction du barème de l'année en cours est pris en charge par la structure dans laquelle l'agent est affecté au moment de la mise en œuvre du repositionnement en fin d'année.

Néanmoins, cette règle ne s'applique pas pour les agents de l'administration centrale mutés dans une structure des services territoriaux et vice versa. Dans ces deux cas, l'ajustement annuel se fait *prorata temporis*.

#### 5.6. Attribution de la majoration « postes d'encadrement »

Une indemnité est attribuée aux agents occupant des postes d'encadrement et qui ne relèvent pas de la PFR.

Cette indemnité bénéficie :

- en administration centrale :
  - aux adjoints aux sous-directeurs, aux chefs de département, chefs de mission, chefs de pôle et chefs de bureaux. Le montant de la prime qui leur sera versée pourra être compris entre 1 500 € et 3 500 € (montant moyen de 2 500 €) ;
  - aux adjoints aux chefs de département, chefs de mission, chefs de pôle et chefs de bureaux. Le montant de la prime qui leur sera versée pourra être compris entre 400 € et 1 200 € (montant moyen de 1 000 €) ;
- en service territorial : aux agents occupant les fonctions de secrétaire général de DRJSCS et de DJSCS (montant moyen de 1 000 €) ;
- en services à compétence nationale : aux chefs d'antennes interrégionales de la mission nationale de contrôle des organismes de sécurité social (MNC) ainsi qu'aux agents de catégorie A affectés dans ces mêmes antennes (montant moyen de 2 500 € pour les chefs d'antenne et de 1 500 € pour les agents de catégorie A).

Les attributions réalisées dans ce cadre n'entrent pas dans l'amplitude de modulation recommandée par le barème. Elles sont effectuées sur la base des dispositifs juridiques existants et dans la limite des plafonds réglementaires qu'ils prévoient. Elles bénéficient aux agents dans la mesure où ils sont déjà primés par le ministère, et où leur statut permet qu'ils bénéficient d'un régime indemnitaire.

Les attributions faites dans ce cadre ont un caractère non reconductible.

#### 5.7. Attribution de la majoration pour « responsabilité et activité exceptionnelle »

Une majoration d'indemnité pour postes à responsabilité et activité exceptionnelle peut être attribuée, en administration centrale, aux agents autres que ceux mentionnés au paragraphe 5-6 et ceux qui relèvent de la PFR.

Les attributions réalisées dans ce cadre n'entrent pas dans l'amplitude de modulation recommandée par le barème. Elles sont effectuées sur la base des dispositifs juridiques existants et dans la limite des plafonds réglementaires qu'ils prévoient. Elles bénéficient aux agents dans la mesure où ils sont déjà primés par le ministère, et où leur statut permet qu'ils bénéficient d'un régime indemnitaire.

Les attributions faites dans ce cadre ont un caractère non reconductible.

#### 5.8. Régime indemnitaire des adjoints techniques assurant des fonctions de conducteurs automobiles

Les agents des corps des conducteurs automobiles et des chefs de garage reclassés dans le nouveau corps des adjoints techniques créé par le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 perçoivent un régime indemnitaire en référence au barème des adjoints techniques.

Compte tenu des conditions exigées pour leur recrutement ainsi que des contraintes particulières des fonctions de conducteur, le régime indemnitaire des adjoints techniques chargés de la conduite de véhicule automobile est majoré conformément au barème joint en annexe II.

#### 5.9. Règles d'abattement

Le principe d'égalité de traitement implique d'uniformiser les règles et d'homogénéiser les pratiques en matière d'abattements. Ceux-ci concernent les absences pour certains motifs : les

agents placés en cessation progressive d'activité, les agents en congé de maladie supérieur à quatre-vingt-dix jours, en congés de longue maladie ou de longue durée ou les agents en congé parental, individuel de formation ou de fin d'activité.

Les règles applicables sont définies dans l'annexe IV de la présente circulaire.

Situation particulière des agents placés en congé de longue maladie ou de longue durée :

Le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 et la circulaire d'application n° BCRF 1031314C du 22 mars 2011 de la direction générale de l'administration et de la fonction publique fixent de nouvelles modalités de rémunération pour les agents bénéficiant d'un congé de longue maladie (CLM) ou un congé de longue durée (CLD) et conduit à préciser certaines dispositions en vigueur.

Le principe général posé par le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 est le maintien intégral des primes et indemnités durant :

- les congés annuels ;
- les congés de maternité et de paternité ;
- les congés d'adoption ;
- les congés de maladie ordinaire (CMO) pour les trois premiers mois ; à partir du quatrième mois et jusqu'au douzième mois les primes et indemnités sont réduites de moitié.

Les agents concernés ne peuvent toutefois acquérir durant leurs congés de nouveaux droits à des indemnités non forfaitaires ayant le caractère de remboursement de frais ou des indemnités liées au dépassement du cycle de travail (ex. : indemnités horaires pour travaux supplémentaires). De même ce principe de maintien total ou partiel des primes et indemnités ne remet pas en cause la suspension de la prise en charge partielle de ses titres de transports entre son domicile et son lieu de travail.

Ces dispositions impliquent en conséquence l'interruption du versement des primes et indemnités dont le bénéfice est lié à l'exercice des fonctions, aux agents qui sont placés en congé de longue maladie (CLM) ou de longue durée (CLD).

Le décret du 26 août 2010 prévoit cependant que le fonctionnaire bénéficiaire d'un CLM ou d'un CLD, attribué après un congé de maladie ordinaire et rétroagissant en application de l'article 35 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 à la date où ce congé initial a débuté, garde le bénéfice des primes et indemnités qui lui ont été versées durant celui-ci.

En conséquence, si le paiement des rémunérations accessoires liées à l'exercice des fonctions de l'agent placé en CLM ou en CLD est interrompu à compter de la date de la décision le plaçant dans cette position, l'agent concerné garde le bénéfice des primes et indemnités acquises avant ladite décision.

Synthèses des différentes situations issues du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 :

PÉRIODES	CONGÉ MALADIE ordinaire	CONGÉ LONGUE maladie	CONGÉ LONGUE durée
Du 1 <sup>er</sup> au 90 <sup>e</sup> jour (3 mois)	Plein traitement avec maintien intégral des indemnités	Plein traitement mais suspension totale des indemnités (sauf application article 35 du décret n° 86-442)	Plein traitement mais suspension totale des indemnités (sauf application article 35 du décret n° 86-442)
Du 91 <sup>e</sup> au 365 <sup>e</sup> jour (9 mois)	Demi-traitement avec maintien partiel (50 %) des indemnités	Plein traitement mais suspension totale des indemnités (sauf application article 35 du décret n° 86-442)	Plein traitement mais suspension totale des indemnités (sauf application article 35 du décret n° 86-442)
Du 366 <sup>e</sup> au 1 095 <sup>e</sup> jour (2 ans)	Sans objet	Demi-traitement et suspension totale des indemnités	Plein traitement et suspension totale des indemnités
Du 1 096 <sup>e</sup> au 1 825 <sup>e</sup> jour (2 ans)	Sans objet	Sans objet	Demi-traitement et suspension totale des indemnités

Les dispositions qui précèdent n'apportent pas de modifications pour les agents placés en situation de temps partiel pour raisons thérapeutiques, qui perçoivent l'intégralité de leur traitement conformément à l'article 34 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984. Le montant des rémunérations accessoires est calculé *pro rata temporis* de la quotité de travail.

Ces dispositions seront mises en œuvre à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011.

#### 5.10. Décharges au titre de l'exercice du droit syndical

Les agents bénéficiant, au titre du droit syndical, de décharges partielles d'activité de service sont réputés en service lors des absences correspondantes et à hauteur de la quotité de décharge.

Les absences autorisées à ce titre ne peuvent être prises en compte pour l'appréciation des agents et l'attribution des rémunérations accessoires qui en découlent.

Les attributions des agents bénéficiant d'une décharge totale d'activité au titre de l'exercice du droit syndical sont établies sur la base au moins du montant moyen de référence défini pour le grade correspondant qui représente le minimum pouvant leur être attribué.

Les agents placés en décharge syndicale :

- continueront à être évalués par leur chef de service si leur quotité de décharge est inférieure à 50 % ;
- bénéficieront d'un montant au moins égal au montant moyen de leur grade d'appartenance si leur quotité de décharge est supérieure ou égale à 50 %.

## 6. Concertation et transparence

La concertation concerne les discussions préalables à la prise de décisions relatives d'une part, à la répartition de l'enveloppe indemnitaire entre catégories, et, d'autre part, aux modalités du dispositif indemnitaire.

La transparence a comme seule limite la confidentialité des situations individuelles, ce qui suppose la non diffusion d'informations nominatives ou relatives à une catégorie à très faible effectif (inférieur à trois) qui conduiraient à reconstituer la situation indemnitaire d'un agent.

Outre les questions abordées lors des comités techniques paritaires et notamment les bilans annuels de gestion, la transparence passe également par l'information des personnels et la circulation d'informations entre les échelons administratifs, centraux et territoriaux.

### 6.1. La concertation en matière indemnitaire

#### 6.1.1. Au niveau national

Conformément à l'article 12 du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié, le rôle du comité technique paritaire consiste à examiner les règles régissant :

- les répartitions de crédits entre catégories ;
- les répartitions entre directions ;
- la détermination des montants moyens annuels de référence ;
- les critères généraux d'attribution des primes.

Toute modification apportée à ces règles sera donc soumise à l'avis du comité technique paritaire.

Par ailleurs, un comité de suivi de la politique indemnitaire est en place depuis 1999. Ce comité veille à la conformité de la mise en œuvre du dispositif par rapport aux principes énoncés dans cette circulaire et peut proposer les mécanismes qui lui paraissent opportuns afin de corriger ou compléter ceux existants. Il n'est pas saisi de situations individuelles.

#### 6.1.2. Au niveau local

Au sein de chaque structure, les instances de dialogue social examinent, une fois par an, les règles de répartition de crédits entre catégories et le bilan annuel de gestion (financier et statistique), comportant notamment les montants moyens annuels attribués par corps et par grade.

## 6.2. Transparence

### 6.2.1. Information des personnels

L'autorité compétente centrale ou territoriale notifiera, par écrit, à chaque agent relevant de sa structure, le montant annuel de son attribution indemnitaire avant le versement de la rémunération de décembre 2011.

En outre, le chef de service portera à la connaissance du personnel, par voie de note interne, le bilan statistique des répartitions de primes par corps ou catégorie, c'est-à-dire à la fois des données en moyenne et, si cela ne remet pas en cause le respect de l'anonymat, en écart moyen interdécile ou interquartile.

### 6.2.2. Échanges d'informations entre échelons administratifs

L'administration centrale organisera les remontées d'informations afin de pouvoir établir un bilan statistique national présenté devant le comité technique paritaire ministériel.

## 7. Recours indemnitaires

La contestation du montant alloué à titre individuel doit faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité administrative qui a pris la décision.

Si le désaccord persiste, le requérant formalise son recours et le transmet, par la voie hiérarchique, au président de la commission administrative paritaire (CAP) de son corps d'appartenance, au minimum deux mois avant la date de sa tenue, à l'adresse suivante : ministère du travail, de l'emploi et de la santé, ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, ministère des solidarités et de la cohésion sociale, ministère de la ville, ministère des sports, direction des ressources humaines, sous-direction de la gestion du personnel, DRH1 (*suivi de la lettre du bureau assurant la gestion du corps*), 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP.

Un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente peut être déposé dans le délai de deux mois à compter de la notification du montant de l'attribution indemnitaire.

**8. Cas particuliers des agents contractuels à durée déterminée  
(dispositions de l'article 4 de la loi n° 84-16)**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003, les agents bénéficiant d'un contrat conclu selon les dispositions de l'article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (contrats à durée déterminée) ne perçoivent plus de primes (IFTS ou IAT) mais, en lieu et place, un complément de rémunération.

Les règles énoncées ci dessus s'appliquent à ce complément de rémunération de la même manière qu'aux primes des agents titulaires.

En administration centrale, les attributions individuelles se font dans le cadre d'une dotation spécifique calculée à partir des montants moyens annuels de référence par catégorie de contrat et des effectifs réels (équivalents temps plein rémunérés) présents au premier jour du semestre.

S'agissant du complément de rémunération, il s'assimile pour les modalités d'attribution et de répartition, à une indemnité.

Je vous invite à me faire part de toute difficulté que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de la présente note de service.

Pour les ministres et par délégation :  
*La directrice des ressources humaines,*  
M. KIRRY



ANNEXE I

TEXTES DE RÉFÉRENCE DES INDEMNITÉS ALLOUÉES AUX PERSONNELS D'ADMINISTRATION CENTRALE ET DES SERVICES TERRITORIAUX DES SECTEURS SANTÉ-SOLIDARITÉ, JEUNESSE ET SPORTS ET ÉDUCATION NATIONALE

ANNEXE I-A

TEXTES DE RÉFÉRENCE DES INDEMNITÉS ALLOUÉES  
AUX PERSONNELS D'ADMINISTRATION CENTRALE – CORPS SPÉCIFIQUES SANTÉ, SOLIDARITÉ

CORPS-GRADE-EMPLOI	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Médecin inspecteur de santé publique	Indemnité spéciale	Décret n° 73-964 du 11 octobre 1973 Arrêté du 15 février 1989 Arrêté du 30 juillet 2008
	Indemnité de technicité	Décret n° 91-657 du 15 juillet 1991 Arrêté du 30 juillet 2008
Pharmacien inspecteur de santé publique	Indemnité de sujétion spéciale	Décret n° 79-126 du 1 <sup>er</sup> février 1979 Arrêté du 30 juillet 2008
	Indemnité de technicité	Décret n° 92-1077 du 1 <sup>er</sup> octobre 1992 Arrêté du 30 juillet 2008
Ingénieur du génie sanitaire	Indemnité spéciale	Décret n° 90-976 du 30 octobre 1990 Arrêté du 20 septembre 2004
Conseiller d'administration	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 16 mai 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	Décret n° 2004-1082 du 13 octobre 2004 Arrêté du 26 novembre 2004
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 16 mai 2005
Attaché d'administration des affaires sociales Chargé d'études documentaires	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002
	Indemnité de fonctions et de résultats	Décret n° 2004-1082 du 13 octobre 2004 Arrêté du 26 novembre 2004
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 27 janvier 2003
Inspecteur de l'action sanitaire et sociale	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 27 janvier 2003
	Indemnité de fonctions et de résultats	Décret n° 2004-1082 du 13 octobre 2004 Arrêté du 26 novembre 2004

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CORPS-GRADE-EMPLOI	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Conseiller technique de service social Assistant de service social	Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires	Décret n° 2002-1105 du 30 août 2002 Arrêté du 30 août 2002
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 27 janvier 2003
Infirmier au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 22 janvier 2004
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 27 janvier 2003
Infirmier au dessous de l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 22 janvier 2004
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 27 janvier 2003
Technicien sanitaire	Indemnité spéciale	Décret n° 92-1438 du 30 décembre 1992 Arrêté du 20 septembre 2004
Secrétaire administratif : - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 27 janvier 2003
Secrétaire administratif de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 novembre 2004
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 27 janvier 2003
Personnel de catégorie C	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 novembre 2004
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 27 janvier 2003
Chef de garage Conducteur automobile	Indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires	Décret n° 2002-1247 du 4 octobre 2002 Arrêté du 4 octobre 2002
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 27 janvier 2003
Contractuel sur emploi au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002
Contractuel sur emploi jusqu'à l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 novembre 2004

ANNEXE I-B

TEXTES DE RÉFÉRENCE DES INDEMNITÉS ALLOUÉES  
AUX PERSONNELS DES SERVICES TERRITORIAUX – CORPS SPÉCIFIQUES SANTÉ, SOLIDARITÉ

CORPS-GRADE-EMPLOI	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Médecin inspecteur de santé publique	Indemnité spéciale	Décret n° 73-964 du 11 octobre 1973 Arrêté du 15 février 1989 Arrêté du 30 juillet 2008
	Indemnité de technicité	Décret n° 91-657 du 15 juillet 1991 Arrêté du 30 juillet 2008
Pharmacien inspecteur de santé publique	Indemnité de sujétion spéciale	Décret n° 79-126 du 1 <sup>er</sup> février 1979 Arrêté du 30 juillet 2008
	Indemnité de technicité	Décret n° 92-1077 du 1 <sup>er</sup> octobre 1992 Arrêté du 30 juillet 2008
Inspecteur de l'action sanitaire et sociale	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002
	Indemnité de technicité	Décret n° 2004-925 du 1 <sup>er</sup> septembre 2004 Arrêté du 1 <sup>er</sup> septembre 2004
Attaché d'administration des affaires sociales affecté en services déconcentrés Chargé d'études documentaires	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002
	Indemnité de gestion	Décret n° 2002-83 du 17 janvier 2002 Arrêté du 17 janvier 2002
Ingénieur du génie sanitaire	Indemnité spéciale	Décret n° 90-976 du 30 octobre 1990 Arrêté du 20 septembre 2004
Ingénieur d'études sanitaires	Indemnité spéciale	Décret n° 90-976 du 30 octobre 1990 Arrêté du 20 septembre 2004
Conseiller technique de service social Assistant de service social	Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires	Décret n° 2002-1105 du 30 août 2002 Arrêté du 30 août 2002
Conseiller technique d'éducation spécialisée Educateur spécialisé	Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires	Décret n° 2002-1443 du 9 décembre 2002 Arrêté du 9 décembre 2002
Infirmier au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 22 janvier 2004
Infirmier au dessous de l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 22 janvier 2004
Secrétaire administratif : - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002
Secrétaire administratif de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 novembre 2004
Technicien sanitaire	Indemnité spéciale	Décret n° 92-1438 du 30 décembre 1992 Arrêté du 20 septembre 2004
Technicien de physiothérapie	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CORPS-GRADE-EMPLOI	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Adjoint sanitaire	Indemnité spéciale	Décret n° 92-1438 du 30 décembre 1992 Arrêté du 20 septembre 2004
Personnel de catégorie C	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 novembre 2004
Chef de garage Conducteur automobile	Indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires	Décret n° 2002-1247 du 4 octobre 2002 Arrêté du 4 octobre 2002
Contractuel sur emploi au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002
Contractuel sur emploi jusqu'à l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002

ANNEXE I-C

TEXTES DE RÉFÉRENCE DES INDEMNITÉS ALLOUÉES  
AUX PERSONNELS D'ADMINISTRATION CENTRALE – CORPS SPÉCIFIQUES JEUNESSE ET SPORTS

CORPS	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Inspecteurs de la jeunesse et des sports	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Conseillers techniques et pédagogiques supérieurs	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Professeurs de sport	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Conseillers d'éducation populaire et de jeunesse	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Chargés d'éducation populaire et de jeunesse	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 6 juillet 2005

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CORPS	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
	Prime de rendement	Décrets : - n° 45-1753 du 6 août 1945 - n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004

ANNEXE I-D

TEXTES DE RÉFÉRENCE DES INDEMNITÉS ALLOUÉES  
AUX PERSONNELS DES SERVICES TERRITORIAUX – CORPS SPÉCIFIQUES JEUNESSE ET SPORTS

CORPS	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Inspecteurs de la jeunesse et des sports	Indemnité de sujétions	Décret n° 90-944 du 23 octobre 1990 Arrêté du 27 décembre 2010
Conseillers techniques et pédagogiques supérieurs	Indemnité de sujétions	Décret n° 2004-1228 du 17 novembre 2004 Arrêté du 27 décembre 2010
Professeurs de sport	Indemnité de sujétions	Décret n° 2004-1054 du 1 <sup>er</sup> octobre 2004 Arrêté du 27 décembre 2010
Conseillers d'éducation populaire et de jeunesse	Indemnité de sujétions	Décret n° 2004-1055 du 1 <sup>er</sup> octobre 2004 Arrêté du 27 décembre 2010
Chargés d'éducation populaire et de jeunesse	Indemnité de sujétions	Décret n° 88-89 du 28 janvier 1988 Arrêté du 27 décembre 2010

ANNEXE I-E

TEXTES DE RÉFÉRENCE DES INDEMNITÉS ALLOUÉES  
AUX PERSONNELS D'ADMINISTRATION CENTRALE – CORPS ÉDUCATION NATIONALE

CORPS-GRADE-EMPLOI	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Ingénieurs de recherche Ingénieurs d'études Assistants ingénieurs	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003 Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	Décret n° 2004-1082 du 13 octobre 2004 Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Professeurs agrégés Professeurs certifiés Professeurs des écoles Professeurs d'EPS	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003 Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	Décret n° 2004-1082 du 13 octobre 2004 Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CORPS-GRADE-EMPLOI	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	IPTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003 Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	Décret n° 2004-1082 du 13 octobre 2004 Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Conseillers d'administration scolaire et universitaire	IPTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003 Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	Décret n° 2004-1082 du 13 octobre 2004 Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Chef de mission	IPTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003 Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	Décret n° 2004-1082 du 13 octobre 2004 Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Attachés d'administration de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur	IPTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003
	Indemnité de fonctions et de résultats	Décret n° 2004-1082 du 13 octobre 2004 Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Techniciens de recherche et de formation : - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IPTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003 Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Techniciens de recherche et de formation de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003 Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Chefs de service intérieur au dessus de l'indice brut 380	IPTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003 Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CORPS-GRADE-EMPLOI	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Secrétaires administratifs : - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Secrétaires administratifs de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 23 novembre 2004
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Personnel de catégorie C	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 23 novembre 2004 Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Chefs de garage Conducteurs automobiles	Indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires	Décret n° 2002-1247 du 4 octobre 2002 Arrêté du 4 octobre 2002
	Prime de rendement	Décret n° 45-1753 du 6 août 1945 Décret n° 50-196 du 6 février 1950 Arrêté du 15 octobre 2004
Contractuels sur emploi au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002 Arrêté du 26 mai 2003 Arrêté du 6 juillet 2005
Contractuels sur emploi jusqu'à l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 23 novembre 2004 Arrêté du 6 juillet 2005

ANNEXE I-F

TEXTES DE RÉFÉRENCE DES INDEMNITÉS ALLOUÉES  
AUX PERSONNELS SERVICES TERRITORIAUX – CORPS ÉDUCTION NATIONALE

CORPS-GRADE-EMPLOI	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Ingénieur de recherche Ingénieur d'études Assistant ingénieur Technicien de recherche et de formation Adjoint technique de recherche et de formation	Prime de participation à la recherche	Décret n° 86-1170 du 30 octobre 1986 Arrêté du 30 octobre 1986
Secrétaire générale d'administration scolaire et universitaire	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 20 février 2002
Conseillers d'administration scolaire et universitaire	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 20 février 2002
Administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 20 février 2002

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CORPS-GRADE-EMPLOI	INDEMNITÉ	TEXTES DE RÉFÉRENCE
Attachés d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur Chargés d'études documentaires Bibliothécaires	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 20 février 2002
Infirmières et infirmiers : - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002 Arrêté du 20 février 2002
Secrétaires administratifs : - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	Décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 Arrêté du 14 janvier 2002
Secrétaire administratif de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 23 novembre 2004
Personnel de catégorie C	IAT	Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 Arrêté du 30 septembre 2002 Arrêté du 23 novembre 2004
Chefs de garage Conducteurs automobiles	Indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires	Décret n° 2002-1247 du 4 octobre 2002 Arrêté du 4 octobre 2002



ANNEXE II

BARÈMES INDEMNITAIRES 2011 DES SECTEURS SANTÉ, SOLIDARITÉ,  
JEUNESSE ET SPORTS ET ÉDUCATION NATIONALE

ANNEXE II-A

BARÈME INDEMNITAIRE 2011 – PERSONNEL D'ADMINISTRATION CENTRALE –  
SECTEUR SANTÉ, SOLIDARITÉ

CATÉGORIE	GRADES	MONTANT moyen	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)					
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %	
A	Médecin inspecteur général de santé publique .....	16 815	20 178	13 452	15 374	14 413	11 771	10 089	8 408	
	Médecin inspecteur en chef de santé publique .....	16 040	17 110	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020	
	Médecin inspecteur de santé publique .....	16 040	17 000	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020	
	Pharmacien inspecteur général de santé publique .....	16 865	20 238	13 492	15 419	14 456	11 806	10 119	8 433	
	Pharmacien inspecteur en chef de santé publique .....	16 015	17 110	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008	
	Pharmacien inspecteur de santé publique .....	16 015	17 000	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008	
	Ingénieur du génie sanitaire général/hors classe .....	21 760	24 000	17 408	19 895	18 651	15 232	13 056	10 880	
	Ingénieur du génie sanitaire chef .....	18 360	21 000	14 688	16 786	15 737	12 852	11 016	9 180	
	Ingénieur du génie sanitaire .....	16 545	19 000	13 236	15 127	14 181	11 582	9 927	8 273	
	Conseiller d'administration .....	19 145	22 974	15 316	17 504	16 410	13 402	11 487	9 573	
	Attaché principal/Chargé d'études documentaires principal .....	16 695	20 034	13 356	15 264	14 310	11 687	10 017	8 348	
	Attaché/Chargé d'études documentaires .....	12 150	14 580	9 720	11 109	10 414	8 505	7 290	6 075	
	Inspecteur hors classe ASS .....	17 355	20 826	13 884	15 867	14 876	12 149	10 413	8 678	
	Inspecteur principal ASS .....	17 170	20 604	13 736	15 698	14 717	12 019	10 302	8 585	
	Inspecteur ASS/ITPASS/ITPE .....	12 165	14 598	9 732	11 122	10 427	8 516	7 299	6 083	
	Conseiller technique de service social .....	6 570	7 884	5 256	6 007	5 631	4 599	3 942	3 285	
	B	Assistant de service social principal/éducateur spécialisé 1 <sup>re</sup> classe .....	5 325	6 390	4 260	4 869	4 564	3 728	3 195	2 663
		Assistant de service social/éducateur spécialisé 2 <sup>e</sup> classe .....	4 770	5 724	3 816	4 361	4 089	3 339	2 862	2 385
		Infirmier classe supérieure .....	5 325	6 390	4 260	4 869	4 564	3 728	3 195	2 663
Infirmier .....		4 770	5 724	3 816	4 361	4 089	3 339	2 862	2 385	
Technicien sanitaire chef .....		9 685	11 200	7 748	8 855	8 301	6 780	5 811	4 843	
Technicien sanitaire principal .....		9 345	10 800	7 476	8 544	8 010	6 542	5 607	4 673	
Technicien sanitaire .....		8 780	10 200	7 024	8 027	7 526	6 146	5 268	4 390	
Secrétaire administratif classe exceptionnelle .....		9 265	10 960	7 412	8 471	7 941	6 486	5 559	4 633	
Secrétaire administratif classe supérieure .....		8 090	9 708	6 472	7 397	6 934	5 663	4 854	4 045	
Secrétaire administratif classe normale .....		6 645	7 974	5 316	6 075	5 696	4 652	3 987	3 323	
Chef du service intérieur de 1 <sup>re</sup> catégorie .....		7 670	9 204	6 136	7 013	6 574	5 369	4 602	3 835	
Chef du service intérieur de 2 <sup>e</sup> catégorie .....		7 340	8 808	5 872	6 711	6 291	5 138	4 404	3 670	
Agent principal des services techniques de 1 <sup>re</sup> catégorie .....		7 670	9 204	6 136	7 013	6 574	5 369	4 602	3 835	
Agent principal des services techniques de 2 <sup>e</sup> catégorie .....		7 340	8 808	5 872	6 711	6 291	5 138	4 404	3 670	

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CATÉGORIE	GRADES	MONTANT moyen	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)					
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %	
C	Adjoint administratif principal 1 <sup>re</sup> classe (E6)	5 765	6 918	4 612	5 271	4 941	4 036	3 459	2 883	
	Adjoint administratif principal 2 <sup>e</sup> classe (E5)	5 495	6 594	4 396	5 024	4 710	3 847	3 297	2 748	
	Adjoint administratif 1 <sup>re</sup> classe (E4)	5 310	6 372	4 248	4 855	4 551	3 717	3 186	2 655	
	Adjoint administratif 2 <sup>e</sup> classe (E3)	5 040	6 048	4 032	4 608	4 320	3 528	3 024	2 520	
	Adjoint technique principal 1 <sup>re</sup> classe (E6)	5 765	6 918	4 612	5 271	4 941	4 036	3 459	2 883	
	Adjoint technique principal 2 <sup>e</sup> classe (E5)	5 495	6 594	4 396	5 024	4 710	3 847	3 297	2 748	
	Adjoint technique 1 <sup>re</sup> classe (E4)	5 310	6 372	4 248	4 855	4 551	3 717	3 186	2 655	
	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe (E3)	5 040	6 048	4 032	4 608	4 320	3 528	3 024	2 520	
	Adjoint technique principal 1 <sup>re</sup> classe (E6) fonction conducteur automobile	6 395	7 674	5 116	5 847	5 481	4 477	3 837	3 198	
	Adjoint technique principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) fonction conducteur automobile	6 310	7 572	5 048	5 769	5 409	4 417	3 786	3 155	
	Adjoint technique 1 <sup>re</sup> classe (E4) fonction conducteur automobile	6 265	7 518	5 012	5 728	5 370	4 386	3 759	3 133	
	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe (E3) fonction conducteur automobile	5 355	6 426	4 284	4 896	4 590	3 749	3 213	2 678	
	Contractuels	Niveau 1 bis et 1 : contractuel hors catégorie	3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848
		Niveau 2 : contractuel 1 <sup>re</sup> catégorie	3 615	4 338	2 892	3 305	3 099	2 531	2 169	1 808
		Niveau 3 : contractuel 2 <sup>e</sup> catégorie	3 245	3 894	2 596	2 967	2 781	2 272	1 947	1 623
		Niveau 4 : contractuel 3 <sup>e</sup> catégorie	2 790	3 348	2 232	2 551	2 391	1 953	1 674	1 395

ANNEXE II-B

BARÈME INDEMNITAIRE 2011 – SERVICES TERRITORIAUX –  
SECTEUR SANTÉ, SOLIDARITÉ

CATÉGORIE	GRADES	MONTANT moyen	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)				
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %
A	Médecin inspecteur général de santé publique	16 815	20 178	13 452	15 374	14 413	11 771	10 089	8 408
	Médecin inspecteur en chef de santé publique	16 040	17 110	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020
	Médecin inspecteur de santé publique	16 040	17 000	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020
	Pharmacien inspecteur général de santé publique	16 865	20 238	13 492	15 419	14 456	11 806	10 119	8 433
	Pharmacien inspecteur en chef de santé publique	16 015	17 110	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Pharmacien inspecteur de santé publique	16 015	17 000	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Inspecteur hors classe ASS	16 940	18 949	13 552	15 488	14 520	11 858	10 164	8 470
	Inspecteur principal ASS/Attaché principal/Chargé d'études doc. principal	13 495	16 194	10 796	12 338	11 567	9 447	8 097	6 748
	Inspecteur ASS/Attaché/Chargé d'études documentaires	10 375	12 450	8 300	9 486	8 893	7 263	6 225	5 188
	Ingénieur du génie sanitaire général/hors classe	21 760	24 000	17 408	19 895	18 651	15 232	13 056	10 880
	Ingénieur du génie sanitaire chef	18 360	21 000	14 688	16 786	15 737	12 852	11 016	9 180
	Ingénieur du génie sanitaire	16 545	19 000	13 236	15 127	14 181	11 582	9 927	8 273
	Ingénieur d'études sanitaires principal	14 725	16 000	11 780	13 463	12 621	10 308	8 835	7 363
	Ingénieur d'études sanitaires	12 890	14 000	10 312	11 785	11 049	9 023	7 734	6 445
	Conseiller technique SS/Conseiller technique ES	6 500	6 500	5 200	5 943	5 571	4 550	3 900	3 250

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE**

CATÉGORIE	GRADES	MONTANT moyen	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)					
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %	
B	Assistant de service social principal/éducateur spécialisé 1 <sup>re</sup> classe .....	5 250	5 250	4 200	4 800	4 500	3 675	3 150	2 625	
	Assistant de service social/éducateur spécialisé 2 <sup>e</sup> classe .....	4 750	4 750	3 800	4 343	4 071	3 325	2 850	2 375	
	Infirmier classe supérieure .....	5 325	6 390	4 260	4 869	4 564	3 728	3 195	2 663	
	Infirmier .....	4 770	5 724	3 816	4 361	4 089	3 339	2 862	2 385	
	Secrétaire administratif classe exceptionnelle	6 005	6 863	4 804	5 490	5 147	4 204	3 603	3 003	
	Secrétaire administratif classe supérieure .....	5 375	6 450	4 300	4 914	4 607	3 763	3 225	2 688	
	Secrétaire administratif classe normale .....	4 735	5 682	3 788	4 329	4 059	3 315	2 841	2 368	
	Technicien sanitaire chef .....	9 685	11 200	7 748	8 855	8 301	6 780	5 811	4 843	
	Technicien sanitaire principal .....	9 345	10 800	7 476	8 544	8 010	6 542	5 607	4 673	
	Technicien sanitaire .....	8 780	10 200	7 024	8 027	7 526	6 146	5 268	4 390	
	Technicien de physiothérapie de classe exceptionnelle .....	3 800	4 560	3 040	3 474	3 257	2 660	2 280	1 900	
	Technicien de physiothérapie de classe supérieure .....	3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848	
	Technicien de physiothérapie .....	3 590	4 308	2 872	3 282	3 077	2 513	2 154	1 795	
	C	Adjoint administratif principal 1 <sup>re</sup> classe (E6)	3 800	4 560	3 040	3 474	3 257	2 660	2 280	1 900
Adjoint administratif principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) .		3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848	
Adjoint administratif 1 <sup>re</sup> classe (E4) .....		3 590	4 308	2 872	3 282	3 077	2 513	2 154	1 795	
Adjoint administratif 2 <sup>e</sup> classe (E3) .....		3 425	4 110	2 740	3 131	2 936	2 398	2 055	1 713	
Adjoint technique principal 1 <sup>re</sup> classe (E6) .....		3 800	4 560	3 040	3 474	3 257	2 660	2 280	1 900	
Adjoint technique principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) .....		3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848	
Adjoint technique 1 <sup>re</sup> classe (E4) .....		3 590	4 308	2 872	3 282	3 077	2 513	2 154	1 795	
Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe (E3) .....		3 425	4 110	2 740	3 131	2 936	2 398	2 055	1 713	
Adjoint technique principal 1 <sup>re</sup> classe (E6) fonction conducteur automobile .....		4 120	4 944	3 296	3 767	3 531	2 884	2 472	2 060	
Adjoint technique principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) fonction conducteur automobile .....		4 005	4 806	3 204	3 662	3 433	2 804	2 403	2 003	
Adjoint technique 1 <sup>re</sup> classe (E4) fonction conducteur automobile .....		3 885	4 662	3 108	3 552	3 330	2 720	2 331	1 943	
Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe (E3) fonction conducteur automobile .....		3 650	4 380	2 920	3 337	3 129	2 555	2 190	1 825	
Adjoint sanitaire principal 1 <sup>re</sup> classe (E6) .....		5 730	6 400	4 584	5 239	4 911	4 011	3 438	2 865	
Adjoint sanitaire principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) .....		5 335	6 000	4 268	4 878	4 573	3 735	3 201	2 668	
Adjoint sanitaire 1 <sup>re</sup> classe (E4) .....		4 795	5 400	3 836	4 384	4 110	3 357	2 877	2 398	
Adjoint sanitaire 2 <sup>e</sup> classe (E3) .....		4 595	5 200	3 676	4 201	3 939	3 217	2 757	2 298	
Contractuels		Niveau 1 bis et 1 : contractuel hors catégorie	3 220	3 864	2 576	2 944	2 760	2 254	1 932	1 610
		Niveau 2 : contractuel 1 <sup>re</sup> catégorie .....	2 840	3 408	2 272	2 597	2 434	1 988	1 704	1 420
	Niveau 3 : contractuel 2 <sup>e</sup> catégorie .....	2 370	2 844	1 896	2 167	2 031	1 659	1 422	1 185	
	Niveau 4 : contractuel 3 <sup>e</sup> catégorie .....	2 175	2 610	1 740	1 989	1 864	1 523	1 305	1 088	

**ANNEXE II-C**

**BARÈME INDEMNITAIRE 2011 – SERVICES TERRITORIAUX – ZONES PRIORITAIRES –  
SECTEUR SANTÉ, SOLIDARITÉ**

CATÉGORIE	GRADES	MONTANT moyen	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)				
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %
A	Médecin inspecteur de santé publique général .....	16 815	20 178	13 452	15 374	14 413	11 771	10 089	8 408
	Médecin inspecteur de santé publique chef ..	16 040	17 110	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CATÉGORIE	GRADES	MONTANT moyen	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)				
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %
	Médecin inspecteur de santé publique .....	16 040	17 000	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020
	Pharmacien inspecteur de santé publique général .....	16 865	20 238	13 492	15 419	14 456	11 806	10 119	8 433
	Pharmacien inspecteur de santé publique chef .....	16 015	17 110	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Pharmacien inspecteur de santé publique .....	16 015	17 000	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Inspecteur hors classe ASS .....	17 500	18 949	14 000	16 000	15 000	12 250	10 500	8 750
	Inspecteur principal ASS/Attaché principal/Chargé d'études doc. principal .....	14 055	16 866	11 244	12 850	12 047	9 839	8 433	7 028
	Inspecteur ASS/Attaché/Chargé d'études documentaires .....	10 935	13 122	8 748	9 998	9 373	7 655	6 561	5 468
	Ingénieur du génie sanitaire général/hors classe .....	21 760	24 000	17 408	19 895	18 651	15 232	13 056	10 880
	Ingénieur du génie sanitaire chef .....	18 360	21 000	14 688	16 786	15 737	12 852	11 016	9 180
	Ingénieur du génie sanitaire .....	16 545	19 000	13 236	15 127	14 181	11 582	9 927	8 273
	Ingénieur d'études sanitaires principal .....	14 725	16 000	11 780	13 463	12 621	10 308	8 835	7 363
	Ingénieur d'études sanitaires .....	12 890	14 000	10 312	11 785	11 049	9 023	7 734	6 445
	Conseiller technique SS/Conseiller technique ES .....	6 500	6 500	5 200	5 943	5 571	4 550	3 900	3 250
B	Assistant de service social principal/éducateur spécialisé 1 <sup>re</sup> classe .....	5 250	5 250	4 200	4 800	4 500	3 675	3 150	2 625
	Assistant de service social/éducateur spécialisé 2 <sup>e</sup> classe .....	4 750	4 750	3 800	4 343	4 071	3 325	2 850	2 375
	Infirmier classe supérieure .....	5 325	6 390	4 260	4 869	4 564	3 728	3 195	2 663
	Infirmier .....	4 770	5 724	3 816	4 361	4 089	3 339	2 862	2 385
	Secrétaire administratif classe exceptionnelle	6 340	6 863	5 072	5 797	5 434	4 438	3 804	3 170
	Secrétaire administratif classe supérieure .....	5 710	6 852	4 568	5 221	4 894	3 997	3 426	2 855
	Secrétaire administratif classe normale .....	5 070	6 084	4 056	4 635	4 346	3 549	3 042	2 535
	Technicien sanitaire chef .....	9 685	11 200	7 748	8 855	8 301	6 780	5 811	4 843
	Technicien sanitaire principal .....	9 345	10 800	7 476	8 544	8 010	6 542	5 607	4 673
	Technicien sanitaire .....	8 780	10 200	7 024	8 027	7 526	6 146	5 268	4 390
	Technicien de physiothérapie de classe exceptionnelle .....	3 800	4 560	3 040	3 474	3 257	2 660	2 280	1 900
	Tecnicien de physiothérapie de classe supérieure .....	3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848
	Technicien de physiothérapie .....	3 590	4 308	2 872	3 282	3 077	2 513	2 154	1 795
C	Adjoint administratif principal 1 <sup>re</sup> classe (E6)	4 145	4 971	3 316	3 790	3 553	2 902	2 487	2 073
	Adjoint administratif principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) .	4 050	4 803	3 240	3 703	3 471	2 835	2 430	2 025
	Adjoint administratif 1 <sup>re</sup> classe (E4) .....	3 935	4 722	3 148	3 598	3 373	2 755	2 361	1 968
	Adjoint administratif 2 <sup>e</sup> classe (E3) .....	3 770	4 524	3 016	3 447	3 231	2 639	2 262	1 885
	Adjoint technique principal 1 <sup>re</sup> classe (E6) .....	4 145	4 971	3 316	3 790	3 553	2 902	2 487	2 073
	Adjoint technique principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) .....	4 050	4 803	3 240	3 703	3 471	2 835	2 430	2 025
	Adjoint technique 1 <sup>re</sup> classe (E4) .....	3 935	4 722	3 148	3 598	3 373	2 755	2 361	1 968
	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe (E3) .....	3 770	4 524	3 016	3 447	3 231	2 639	2 262	1 885
	Adjoint technique principal 1 <sup>re</sup> classe (E6) fonction conducteur automobile .....	4 470	5 364	3 576	4 087	3 831	3 129	2 682	2 235
	Adjoint technique principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) fonction conducteur automobile .....	4 355	5 226	3 484	3 982	3 733	3 049	2 613	2 178
	Adjoint technique 1 <sup>re</sup> classe (E4) fonction conducteur automobile .....	4 235	5 082	3 388	3 872	3 630	2 965	2 541	2 118
	Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe (E3) fonction conducteur automobile .....	4 000	4 800	3 200	3 657	3 429	2 800	2 400	2 000

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CATÉGORIE	GRADES	MONTANT moyen	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)				
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %
	Adjoint sanitaire principal 1 <sup>re</sup> classe (E6) .....	5 730	6 400	4 584	5 239	4 911	4 011	3 438	2 865
	Adjoint sanitaire principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) .....	5 335	6 000	4 268	4 878	4 573	3 735	3 201	2 668
	Adjoint sanitaire 1 <sup>re</sup> classe (E4) .....	4 795	5 400	3 836	4 384	4 110	3 357	2 877	2 398
	Adjoint sanitaire 2 <sup>e</sup> classe (E3) .....	4 595	5 200	3 676	4 201	3 939	3 217	2 757	2 298
Contractuels	Niveau 1 <i>bis</i> et 1 : contractuel hors catégorie	3 355	4 026	2 684	3 067	2 876	2 349	2 013	1 678
	Niveau 2 : contractuel 1 <sup>re</sup> catégorie .....	2 980	3 576	2 384	2 725	2 554	2 086	1 788	1 490
	Niveau 3 : contractuel 2 <sup>e</sup> catégorie .....	2 505	3 006	2 004	2 290	2 147	1 754	1 503	1 253
	Niveau 4 : contractuel 3 <sup>e</sup> catégorie .....	2 310	2 772	1 848	2 112	1 980	1 617	1 386	1 155

Les zones prioritaires sont les directions départementales et régionales des régions suivantes :  
Île-de-France, Nord - Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Lorraine, Champagne-Ardenne, Picardie  
et Alsace.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

ANNEXE II-D

BARÈME INDEMNITAIRE 2011 – ADMINISTRATION CENTRALE –  
CORPS MEN ET SPORTS

CATÉGORIE	GRADE-EMPLOIS JS	MONTANT moyen 2011	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)				
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %
A +	IPJS .....	23 575	28 290	18 860	21 554	20 207	16 503	14 145	11 788
	INSP JS 1CL .....	17 355	20 826	13 884	15 867	14 876	12 149	10 413	8 678
	CTPS HC .....	22 185	26 622	17 748	20 283	19 016	15 530	13 311	11 093
	CTPS CN .....	17 605	21 126	14 084	16 096	15 090	12 324	10 563	8 803
	IGR HC .....	23 920	28 704	19 136	21 870	20 503	16 744	14 352	11 960
	IGR 1CL .....	18 450	22 140	14 760	16 869	15 814	12 915	11 070	9 225
	PROF AGR HC .....	22 185	26 622	17 748	20 283	19 016	15 530	13 311	11 093
	PROF AGR CN .....	17 605	21 126	14 084	16 096	15 090	12 324	10 563	8 803
	ADM EN .....	23 575	28 290	18 860	21 554	20 207	16 503	14 145	11 788
	Chef mission .....	21 840	26 208	17 472	19 968	18 720	15 288	13 104	10 920
A	INSP JS 2CL .....	15 605	18 726	12 484	14 267	13 376	10 924	9 363	7 803
	CHEPJ CE .....	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	CHEPJ HC .....	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	CHEPJ CN .....	9 360	11 232	7 488	8 558	8 023	6 552	5 616	4 680
	CEPJ HC .....	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	CEPJ CN .....	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	PS HC .....	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	PS CN .....	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	IGR 2CL .....	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	IGE HC .....	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	IGE 1CL .....	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	IGE 2CL .....	10 015	12 018	8 012	9 157	8 584	7 011	6 009	5 008
	ASI .....	9 585	11 502	7 668	8 763	8 216	6 710	5 751	4 793
	PROF CERT HC .....	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	PROF CERT CN .....	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	PROF. ECOLE HC .....	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	PROF. ECOLE CN .....	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	PROF EPS HC .....	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	PROF EPS CN .....	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	PLP .....	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	CASU CN .....	16 695	20 034	13 356	15 264	14 310	11 687	10 017	8 348
	APAENES .....	16 695	20 034	13 356	15 264	14 310	11 687	10 017	8 348
	ADAENES .....	12 150	14 580	9 720	11 109	10 414	8 505	7 290	6 075
B et assimilée	SAENES TECH CE .....	9 265	10 960	7 412	8 471	7 941	6 486	5 559	4 633
	SAENES TECH CS .....	8 090	9 708	6 472	7 397	6 934	5 663	4 854	4 045
	SAENES TECH CN CN IF - IB > 380 .....	6 645	7 974	5 316	6 075	5 696	4 652	3 987	3 323
	SAENES TECH CN IAT - IB = ou < 380 .....	6 645	7 974	5 316	6 075	5 696	4 652	3 987	3 323
	APST 1 .....	8 090	9 708	6 472	7 397	6 934	5 663	4 854	4 045
	APST 2 .....	6 645	7 974	5 316	6 075	5 696	4 652	3 987	3 323
	Chef service INT 1C .....	7 670	9 204	6 136	7 013	6 574	5 369	4 602	3 835
	Chef service INT 2C .....	7 340	8 808	5 872	6 711	6 291	5 138	4 404	3 670
C	ATP 1 (E6) .....	5 765	6 918	4 612	5 271	4 941	4 036	3 459	2 883
	AAP1 (E6) .....	5 765	6 918	4 612	5 271	4 941	4 036	3 459	2 883
	AAP2-ATP2 (E5) .....	5 495	6 594	4 396	5 024	4 710	3 847	3 297	2 748
	AA1 AT1 (E4) .....	5 310	6 372	4 248	4 855	4 551	3 717	3 186	2 655
	AA2 AT2 (E3) .....	5 040	6 048	4 032	4 608	4 320	3 528	3 024	2 520
	ATP1(E6) fonction conducteur automobile .....	6 395	7 674	5 116	5 847	5 481	4 477	3 837	3 198

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CATÉGORIE	GRADE-EMPLOIS JS	MONTANT moyen 2011	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)				
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %
	ATP2 (E5) fonction conducteur automobile ....	6 310	7 572	5 048	5 769	5 409	4 417	3 786	3 155
	AT 1 (E4) fonction conducteur automobile .....	6 265	7 518	5 012	5 728	5 370	4 386	3 759	3 133
	AT 2 (E3) fonction conducteur automobile .....	5 355	6 426	4 284	4 896	4 590	3 749	3 213	2 678

ANNEXE II-E

BARÈME INDEMNITAIRE 2011 – SERVICES TERRITORIAUX –  
CORPS MEN ET SPORTS

CATÉGORIE	GRADE-EMPLOIS JS	MONTANT moyen 2011	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)					
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %	
A	IGR HC .....	7 425	8 910	5 940	6 789	6 364	5 198	4 455	3 713	
	IGR 1CL .....	6 816	8 179	5 453	6 232	5 842	4 771	4 090	3 408	
	IGR 2CL .....	5 172	6 206	4 138	4 729	4 433	3 620	3 103	2 586	
	IGE HC .....	3 519	4 223	2 815	3 217	3 016	2 463	2 111	1 760	
	IGE 1CL .....	2 900	3 480	2 320	2 651	2 486	2 030	1 740	1 450	
	IGE 2CL .....	2 900	3 480	2 320	2 651	2 486	2 030	1 740	1 450	
	ASI .....	2 422	2 906	1 938	2 214	2 076	1 695	1 453	1 211	
	CTPS HC .....	5 997	6 664	4 798	5 483	5 140	4 198	3 598	2 999	
	CTPS CN .....	5 976	6 664	4 781	5 463	5 122	4 183	3 585	2 988	
	CHEPJ CN/HC/CE .....	4 871	5 215	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435	
	CEPJ HC .....	4 871	5 412	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435	
	CEPJ CN .....	4 871	5 412	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435	
	IPJS .....	9 288	9 288	7 430	8 492	7 961	6 502	5 573	4 644	
	INSP JS 1CL .....	7 776	7 776	6 221	7 109	6 665	5 443	4 666	3 888	
	INSP JS 2CL .....	7 776	7 776	6 221	7 109	6 665	5 443	4 666	3 888	
	PS HC .....	4 871	5 412	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435	
	PS CN .....	4 871	5 412	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435	
	SGASU .....	7 356	8 827	5 885	6 725	6 305	5 149	4 414	3 678	
	CASU HC .....	7 356	8 827	5 885	6 725	6 305	5 149	4 414	3 678	
	ADM EN .....	7 356	8 827	5 885	6 725	6 305	5 149	4 414	3 678	
	APAENES .....	7 356	8 827	5 885	6 725	6 305	5 149	4 414	3 678	
	ADAENES .....	5 394	6 472	4 315	4 931	4 623	3 776	3 236	2 697	
	Chargé d'études documentaires .....	5 394	6 472	4 315	4 931	4 623	3 776	3 236	2 697	
	Bibliothécaire .....	5 394	6 472	4 315	4 931	4 623	3 776	3 236	2 697	
	B et assimilée	Infirmière et infirmier CS .....	4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145
		Infirmière et infirmier CN > 4 <sup>e</sup> éch. ....	4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145
		Technicien RF CE .....	1 769	2 123	1 415	1 617	1 516	1 238	1 061	885
Technicien RF CS .....		1 578	1 894	1 262	1 443	1 353	1 105	947	789	
Technicien RF CN .....		1 578	1 894	1 262	1 443	1 353	1 105	947	789	
SAENES CE .....		4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145	
SAENES CS .....		4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145	
SAENES CN IFTS – IB > 380 .....		4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145	
SAENES CN IAT – IB =< 380 .....		2 943	3 532	2 354	2 691	2 523	2 060	1 766	1 472	
C	Adjoint technique P1 RF .....	1 341	1 609	1 073	1 226	1 149	939	805	671	
	Adjoint technique P2 RF .....	1 341	1 609	1 073	1 226	1 149	939	805	671	
	Adjoint technique 1 RF .....	1 310	1 572	1 048	1 198	1 123	917	786	655	
	Adjoint technique 2 RF .....	1 310	1 572	1 048	1 198	1 123	917	786	655	
	AAP1 (E6) .....	2 381	2 857	1 904	2 176	2 040	1 666	1 428	1 190	
	AAP2(E5) .....	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174	
	AA1 (E4) .....	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161	
	AA2 (E3) .....	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123	

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CATÉGORIE	GRADE-EMPLOIS JS	MONTANT moyen 2011	AMPLITUDE de modulation recommandée		TEMPS PARTIELS (montants moyens)				
					90 %	80 %	70 %	60 %	50 %
	Maître ouvrier principal (E6) .....	2 450	2 940	1 960	2 240	2 100	1 715	1 470	1 225
	Maître ouvrier (E5) .....	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174
	Ouvrier professionnel principal (E4) .....	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	Ouvrier professionnel principal (E3) .....	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123
	ATP2 (E5) .....	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174
	AT1 (E4) .....	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	AST2(E3) .....	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123
	Magasinier en chef principal (E6) .....	2 381	2 857	1 904	2 176	2 040	1 666	1 428	1 190
	Magasinier en chef (E5) .....	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174
	Magasinier spécialisé CN (E3) .....	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123
	Magasinier spécialisé HC (E4) .....	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	Aide tech. principal de laboratoire (E6) .....	2 450	2 940	1 960	2 240	2 100	1 715	1 470	1 225
	Aide tech. de laboratoire (E5) .....	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174
	Aide principal de laboratoire (E4) .....	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	Aide de laboratoire (E3) .....	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123
	Agent chef ede 1 <sup>re</sup> cat. ((E4) .....	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	Ouvrier d'entretien et accueil (E3) .....	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123



ANNEXE III

PLAFONDS RÉGLEMENTAIRES DES SECTEURS SANTÉ, SOLIDARITÉ,  
JEUNESSE ET SPORTS ET ÉDUCATION NATIONALE

ANNEXE III-A

PLAFONDS RÉGLEMENTAIRES – SECTEUR SANTÉ, SOLIDARITÉ

PLAFONDS RÉGLEMENTAIRES au 1 <sup>er</sup> juillet 2010	ADMINISTRATION centrale	SERVICES territoriaux
Conseiller d'administration .....	30 520	
Attaché principal .....	30 140	23 388
Attaché d'administration centrale .....	25 653	14 913
Inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale .....	30 520	18 949
Inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale .....	30 140	18 789
Inspecteur de l'action sanitaire et sociale .....	25 803	17 269
Médecin général de santé publique .....	20 500	20 500
Médecin inspecteur en chef de santé publique .....	17 110	17 110
Médecin inspecteur de santé publique .....	17 000	17 000
Pharmacien général de santé publique .....	20 500	20 500
Pharmacien inspecteur en chef de santé publique .....	17 110	17 110
Pharmacien inspecteur de santé publique .....	17 000	17 000
Ingénieur général du génie sanitaire .....	24 000	24 000
Ingénieur en chef du génie sanitaire .....	21 000	21 000
Ingénieur du génie sanitaire .....	19 000	19 000
Ingénieur principal d'études sanitaires .....		16 000
Ingénieurs d'études sanitaires .....		14 000
Chargé d'études documentaires principal .....	26 540	20 857
Chargé d'études documentaires .....	25 493	14 913
Inspecteur des instituts .....	26 413	
Ingénieur des télécommunications .....	33 330	
Inspecteur technique et pédagogique des écoles d'AS .....	26 033	
Conseiller technique de service social / d'éducation spécialisée .....	12 011	6 500
Secrétaire administratif de classe exceptionnelle .....	10 960	6 863
Secrétaire administratif de classe supérieure .....	10 578	6 863
Secrétaire administratif de classe normale > IB380 .....	9 977	6 863
Secrétaire administratif de classe normale < IB380 .....	10 697	6 067
Assistant de service social principal/éducateur 1 <sup>re</sup> classe .....	10 591	5 250
Assistant de service social/éducateur spécialisé 2 <sup>e</sup> classe .....	9 751	4 750
Infirmier de classe supérieure .....	11 160	6 863
Infirmier > IB380 .....	10 157	6 863
Infirmier < IB380 .....	10 877	6 067

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

PLAFONDS RÉGLEMENTAIRES au 1 <sup>er</sup> juillet 2010	ADMINISTRATION centrale	SERVICES territoriaux
Technicien sanitaire en chef .....	11 200	11 200
Technicien sanitaire principal .....	10 800	10 800
Technicien sanitaire .....	10 200	10 200
Technicien de physiothérapie de classe exceptionnelle .....		6 829
Technicien de physiothérapie de classe supérieure .....		6 829
Technicien de physiothérapie (IB > 380) .....		6 036
Technicien de physiothérapie (IB < 380) .....		6 036
Adjoint sanitaire principal 1 <sup>re</sup> classe (E6) .....		6 400
Adjoint sanitaire principal 2 <sup>e</sup> classe (E5) .....		6 000
Adjoint sanitaire 1 <sup>re</sup> classe (E4) .....		5 400
Adjoint sanitaire 2 <sup>e</sup> classe (E3) .....		5 200
Chef de service intérieur de 1 <sup>re</sup> catégorie .....	10 697	
Chef de service intérieur de 2 <sup>e</sup> catégorie .....	9 292	
Agent principal des services techniques de 1 <sup>re</sup> catégorie .....	10 578	
Agent principal des services techniques de 2 <sup>e</sup> catégorie .....	9 977	
Adjoint administratif principal de 1 <sup>re</sup> classe (E6) .....	9 272	4 971
Adjoint administratif principal de 2 <sup>e</sup> classe (E5) .....	8 723	4 803
Adjoint administratif de 1 <sup>re</sup> classe (E4) .....	8 476	4 786
Adjoint administratif de 2 <sup>e</sup> classe (E3) .....	8 227	4 676
Adjoint technique principal de 1 <sup>re</sup> classe (E6) .....	9 272	4 971
Adjoint technique principal de 2 <sup>e</sup> classe (E5) .....	8 723	4 803
Adjoint technique de 1 <sup>re</sup> classe (E4) .....	8 476	4 786
Adjoint technique de 2 <sup>e</sup> classe (E3) .....	8 227	4 676
Adjoint technique principal de 1 <sup>re</sup> classe fonction conducteur automobile (E6) .....	12 221	7 200
Adjoint technique principal de 2 <sup>e</sup> classe fonction conducteur automobile (E5) .....	11 681	6 800
Adjoint technique de 1 <sup>re</sup> classe fonction conducteur automobile (E4) .....	11 291	6 400
Adjoint technique de 2 <sup>e</sup> classe fonction conducteur automobile (E3) .....	10 991	6 000
Contractuel hors catégorie et 1 <sup>re</sup> catégorie .....	11 098	11 769
Contractuel 2 <sup>e</sup> catégorie .....	6 472	8 630
Contractuel 3 <sup>e</sup> catégorie > IB380 .....	5 346	6 863
Contractuel 3 <sup>e</sup> catégorie < IB380 .....	6 067	6 067

ANNEXE III-B

PLAFONDS RÉGLEMENTAIRES –  
SECTEUR JEUNESSE ET SPORTS : ADMINISTRATION CENTRALE

Plafonds réglementaires au 1<sup>er</sup> juillet 2010

CATÉGORIE	GRADE-EMPLOIS JS	
A +	IPJS .....	40 186
	INSP JS 1CL .....	35 509
	CTPS HC .....	39 236
	CTPS CN .....	35 509

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE

CATÉGORIE	GRADE-EMPLOIS JS	
	IGR HC .....	39 236
	IGR 1CL .....	35 509
	PROF AGR HC .....	39 236
	PROF AGR CN .....	35 509
	ADM EN .....	36 930
	Chef mission .....	35 509
A	INSP JS 2CL .....	30 750
	CHEPJ CE .....	33 740
	CHEPJ HC .....	29 990
	CHEPJ CN .....	19 073
	CEPJ HC .....	33 740
	CEPJ CN .....	29 990
	PS HC .....	33 740
	PS CN .....	29 990
	IGR 2CL .....	33 040
	IGE HC .....	33 740
	IGE 1CL .....	30 140
	IGE 2CL .....	19 863
	ASI .....	19 183
	PROF CERT HC .....	33 740
	PROF CERT CN .....	29 990
	PROF ECOLE HC .....	33 740
	PROF ECOLE CN .....	29 990
	PROF EPS HC .....	33 740
	PROF EPS CN .....	29 990
	PLP .....	29 990
	CASU CN .....	30 520
	APAENES .....	33 740
	ADAENES .....	20 253
B et assimilée	SAENES TECH CE .....	10 960
	SAENES TECH CS .....	10 578
	SAENES TECH CN CN IF - IB > 380 .....	9 977
	SAENES TECH CN IAT - IB = ou < 380 .....	9 340
	SAENES CN IAT secrétaire dir. ....	10 282
	APST 1 .....	9 977
	APST 2 .....	9 977
	Chef service INT 1C .....	6 677
	Chef service INT 2C .....	9 667
C	ATP 1 (E6) .....	8 221
	AAP1 (E6) .....	7 969
	AAP2-ATP2 (E5) .....	7 678
	AA 1 AT1 (E4) .....	7 405
	AA2 AT2 (E3) .....	7 145
	AAP1 (E6) secrétaire dir. ....	8 731
	AAP2 (E5) secrétaire dir. ....	8 429
	AA 1 (E4) secrétaire dir. ....	8 148
	AA2 (E3) secrétaire dir. ....	7 864
	ATP1 (E6) fonction conducteur automobile .....	12 211
	ATP2 (E5) fonction conducteur automobile .....	11 681
	AT 1 (E4) fonction conducteur automobile .....	11 281
	AT 2 (E3) fonction conducteur automobile .....	10 991

ANNEXE III-C

PLAFONDS RÉGLEMENTAIRES –  
SECTEUR JEUNESSE ET SPORTS : SERVICES TERRITORIAUX

Plafonds réglementaires au 1<sup>er</sup> juillet 2010

CATÉGORIE	GRADE-EMPLOIS JS	
A	IGR HC .....	12 802
	IGR 1CL .....	11 752
	IGR 2CL .....	8 918
	IGE HC .....	6 068
	IGE 1CL .....	5 001
	IGE 2CL .....	5 001
	ASI .....	3 483
	CTPS HC .....	6 664
	CTPS CN .....	6 664
	CHEPJ HC .....	5 215
	CEPJ HC .....	5 412
	CEPJ CN .....	5 412
	IPJS .....	9 288
	INSP JS 1CL .....	7 776
	INSP JS 2CL .....	7 776
	PS HC .....	5 412
	PS CN .....	5 412
	SGASU .....	11 769
	CASU HC .....	11 769
	ADM EN .....	11 769
	APAENES .....	11 769
	ADAENES .....	8 630
	Chargé d'études documentaires .....	8 630
Bibliothécaire .....	8 630	
B et assimilée	Infirmière et infirmier CS .....	6 863
	Infirmière et infirmier CN à partir du 4 <sup>e</sup> éch. ....	6 863
	Technicien RF CE .....	3 049
	Technicien RF CS .....	2 720
	Technicien RF CN .....	2 720
	SAENES CE .....	6 863
	SAENES CS .....	6 863
	SAENES CN IFTS – IB > 380 .....	6 863
SAENES CN IAT IB = < 380 .....	4 710	
C	Adjoint technique P1 RF .....	2 311
	Adjoint technique P2 RF .....	2 311
	Adjoint technique 1 RF .....	2 258
	Adjoint technique 2 RF .....	2 258
	AAP1 (E6) .....	3 809
	AAP2 (E5) .....	3 757
	AA 1 (E4) .....	3 714
	AA2 (E3) .....	3 594
	Maître ouvrier principal (E6) .....	3 920
	Maître ouvrier (E5) .....	3 757
	Ouvrier professionnel principal (E4) .....	3 714
	Ouvrier professionnel principal (E3) .....	3 594

CATÉGORIE	GRADE-EMPLOIS JS	
	ATP2 (E5) .....	3 757
	AT1 (E4) .....	3 714
	AST2 (E3) .....	3 594
	Magasinier en chef principal (E6) .....	3 809
	Magasinier en chef (E5) .....	3 757
	Magasinier spécialisé CN (E3) .....	3 594
	Magasinier spécialisé HC (E4) .....	3 714
	Aide tech. principal de laboratoire (E6) .....	3 920
	Aide tech. de laboratoire (E5) .....	3 757
	Aide principale de laboratoire (E4) .....	3 714
	Aide de laboratoire (E3) .....	3 594
	Agent chef ede 1 <sup>re</sup> cat. (E4) .....	3 714
	Ouvrier d'entretien et accueil (E3) .....	3 594

## ANNEXE IV

### RÈGLES D'ABATTEMENT RELATIVES AUX MODALITÉS D'ATTRIBUTION DES ÉLÉMENTS ACCESSOIRES DE RÉMUNÉRATION DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DES SERVICES TERRITORIAUX DES SECTEURS SANTÉ, SOLIDARITÉ ET SPORTS

Dans le cadre du champ d'application défini au paragraphe 2 de la présente circulaire, il convient d'appliquer, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, les règles suivantes :

Les abattements pour des absences à l'un des motifs énumérés ci-après sont à proscrire :

- congés annuels, jours d'ARTT ou congés bonifiés ;
- congé de formation-mobilité, congé pour formation syndicale ;
- cure thermale ;
- arrêt de travail lié à un accident de travail ou un accident de trajet ;
- congé de maternité (normal ou pathologique), congé de paternité ou congé d'adoption.

#### *Temps partiel*

Les agents autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel sont rétablis, durant leur congé de maternité ou d'adoption, dans le droit des agents exerçant leurs fonctions à temps plein, tant au niveau de la rémunération principale qu'au niveau des primes (circulaire fonction publique n° 1864 du 9 août 1995).

Lorsque les agents exercent à temps partiel, leur attribution indemnitaire est calculée au prorata de leur quotité de travail et ce à compter de la date d'effet de l'arrêté plaçant l'agent dans cette position.

#### *Cessation progressive d'activité (CPA)*

Première possibilité : temps de travail à 50 % dès le début :

- rémunération 60 % pendant toute la période de CPA ;
- primes statutaires 60 % pendant toute la période de CPA.

Seconde possibilité : temps de travail à 80 % pendant les deux premières années puis à 60 % ensuite :

- rémunération 6/7 pendant les deux premières années de CPA ;
- primes statutaires 6/7 pendant les deux premières années de CPA ; ensuite (au bout de deux ans - quotité de temps de travail de 60 %) :
  - rémunération 70 % jusqu'à la fin de la CPA ;
  - primes statutaires 70 % jusqu'à la fin de la CPA.

#### *Congés de maladie ordinaire*

L'agent perçoit ses rémunérations accessoires à proportion de son traitement principal.

Dès lors, l'agent en maladie ordinaire qui ne percevrait que la moitié de son traitement ne percevrait que la moitié des rémunérations accessoires.

#### *Congés de longue maladie et longue durée*

L'agent qui n'exerce pas ses fonctions et qui perçoit une rémunération spécifique ne perçoit pas de rémunérations accessoires.

#### *Congé parental, congé individuel de formation et congé de fin d'activité*

Les agents en congé parental, en congé individuel de formation ou en congé de fin d'activité ne doivent plus bénéficier de primes ou indemnités puisqu'ils ne perçoivent plus de traitement :

- les agents en congé parental ne perçoivent plus de rémunération ;
- les agents en congé individuel de formation perçoivent une indemnité mensuelle forfaitaire spécifique à cette situation administrative ;
- les agents en congé de fin d'activité reçoivent un revenu de remplacement.

#### *Temps partiel thérapeutique*

En application de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique complétée par la circulaire DGAFP n° 177 du 1<sup>er</sup> juin 2007, le fonctionnaire réintégré à temps partiel thérapeutique, quelle que soit la quotité accordée, perçoit des primes et indemnités calculées au prorata de sa durée effective de service.

#### *Départ à la retraite*

L'agent partant à la retraite en cours de mois perçoit des rémunérations accessoires jusqu'à la date de son départ, conformément à l'article 96 du code des pensions civiles et militaires de retraites.